

DIMOS KOMPOURIS

Cher Quim, bonjour.

J'ai reçu ta lettre il y a longtemps.

J'ai attendu (sur la base de la date du 15/07/18) pour envoyer cette lettre, car jusqu'alors un programme de mobilisations et de luttes du mouvement des retraités pour 2018, un marathon comme nous l'avons appelé, s'est mis en place dans notre pays, et qui sera réalisé d'ici la fin de l'année.

Je crois que dans les évaluations de ces six mois d'action, il y a des éléments utiles et des conclusions qui peuvent être généralisés et certains d'entre eux pouvant être utilisés au niveau de notre action mondiale.

A. Nos estimations pour cette période sont les suivantes :

Dans le mouvement des retraités en Grèce, depuis le début de 2018, nous avons défini notre action et notre programme de lutte dans la continuité des mobilisations réussies de la période précédente.

Pour y parvenir, nous travaillons sur la base d'une bonne planification et coordination des forces du mouvement des retraités de toutes les caisses de pension : privées, publiques et professionnelles.

Nous nous sommes fixé pour objectif principal de créer les conditions pour un mouvement de masse des retraités, qui soit pugnace, au travers d'un marathon de mobilisations combatives pour empêcher l'application de la loi destructrice 4387/16 (Loi Katrougalos) qui est prévue et sera appliquée à partir du 01/01/2019, un nouveau massacre du montant de nos retraites dû au processus de recalcul et à la soit-disante "différence personnelle", par le biais de la suppression des prestations familiales, ainsi que les baisses engendrées par le changement de barème d'imposition.

Nous devons également mettre l'accent sur les problèmes de santé et les ventes aux enchères.

Dans cette première phase de la lutte, nous pouvons dire que toutes nos actions, locales, régionales, panhelléniques, les rassemblements et manifestations, préparés dans les réunions régionales du Conseil de Direction de nos syndicats, ont été couronnés de succès. Dans presque toutes les capitales provinciales, les régions et l'Attique, des mobilisations massives et combatives ont eu lieu, qui se poursuivent sur la base des problèmes évoqués ci-dessus.

Dans tout le pays, lors de ces manifestations combatives, la participation des retraités dépasse tous les chiffres précédents, mais nous ne pouvons pas dire qu'elle a atteint les niveaux actuellement requis.

La possibilité que nous avons d'atteindre notre objectif est que les dispositions de la loi 4387/16 ne s'appliqueront qu'à la fin de l'année, de sorte que l'on tirera avantage du fait que les mesures prises à l'encontre des retraites ne s'appliqueront pas avant cette date.

Dans l'ensemble, notre action au cours de cette période a été marquée par des manifestations militantes auxquelles ont participé des milliers de retraités partout dans le pays. À ce jour, plus de 80 réunions se sont tenues. Nous avons mis en évidence tous nos problèmes, les pensions, la sécurité sociale, les soins de santé, les ventes aux enchères des logements, ainsi que des problèmes locaux.

Grâce aux actions d'un groupe considérable de retraités, s'est établie une relation militante stable avec les syndicats et les luttes; on peut dire qu'ils y ont une participation constante, relèvent la tête avec optimisme, répondent à la logique d'inquiétude : exprimée dans la phrase "rien ne va changer".

Nous n'avons peut-être pas encore toute la participation qu'il faudrait, mais le mouvement des retraités est un mouvement avec du potentiel et des perspectives parce que les problèmes s'intensifient et que notre travail est meilleur. Ce n'est pas un hasard si la presse y fait référence comme suit : " le mouvement des retraités et son action ont créé des problèmes majeurs au gouvernement du fait de leur indignation et de l'effervescence due à ce qu'ils ont subi jusqu'à présent et le fait qu'ils s'opposent à ce qui arrive dans l'étape suivante ".

Le gouvernement est conscient de cette réalité et tente principalement de faire de la propagande et étudie comment donner certains avantages à la hâte : des miettes afin d'induire l'inaction, la désorientation et la démobilisation des retraités pendant qu'il planifie une nouvelle hécatombe.

Il sait aussi que cette action a largement révélé sa propagande mensongère selon laquelle, semble-t-il, les retraités seront satisfaits avec des mesures équivalentes et des prestations sociales ou avec la prochaine croissance capitaliste et la soi-disant "sortie propre", et verront leurs souffrances prendre fin et vivront mieux.

Le gouvernement, par le biais de cette propagande, cherche à dissimuler les nouvelles mesures anti-retraites et anti-populaires qu'il prépare pour les années à venir, et qui perdureront pendant de nombreuses années encore, si le mouvement ouvrier et populaire ne renverse pas les politiques anti-travailleurs dictées par les exigences et profits du capital.

Toute notre action a grandement contribué à faire prendre conscience aux retraités qu'arrivent de nouvelles mesures destructrices, s'attaquant aux pensions et approuvées par le gouvernement. De nouvelles décotes sont déjà

appliquées aux personnes partant actuellement en retraite. Grâce à nos luttes, nous avons obtenu des résultats. Sous cette pression, nous avons forcé le gouvernement à réduire pour tous les retraités les coupes arbitraires dans le domaine de la santé, sans procédure, ni tribunaux, ni formalités de demande. Après un grand rassemblement à Athènes le 8 mars et la pression que nous avons exercée, nous avons pratiquement forcé le Vice-ministre du Travail à admettre, lors de sa déclaration, qu'aucune demande n'est nécessaire pour compenser les réductions arbitraires des pensions complémentaires et de base. Il s'est engagé à reverser les retenues sur les allocations de solidarité aux personnes victimes de cela, il a promis également que lorsque le gouvernement approuvera les finances publiques, après la quatrième évaluation, ces sommes seront payées rétroactivement. Il s'est également engagé à rembourser aux bénéficiaires la différence des pensions complémentaires également retenues arbitrairement.

Ces engagements se sont concrétisés.

Cela a évité aux retraités de ne pas trop savoir comment agir, leur a évité de se rendre auprès des caisses d'assurance, d'aller devant les tribunaux, de payer des avocats et leur a permis de ne pas avoir l'illusion que leurs problèmes se résoudront sur simple demande.

Dans notre combat, nous devons encore révéler le rôle, de l'accord de la principale opposition Nouvelle Démocratie et des partis qui ont approuvé ces politiques, qui ont voté ensemble en faveur des memoranda bien que se donnent une apparence d'opposition. Ils portent également les mêmes et très lourdes responsabilités et ne se sont pas engagés à abroger la moindre chose de ce qui est fait jusqu'à présent.

Nos luttes sont mesurables, la voix du mouvement des retraités retentit suffisamment fort pour être prise en compte par les dirigeants.

Si nous étions plus actifs, nous pourrions rejeter davantage de mesures et nous trouver dans une situation différente. Il faut le faire.

Nous suivons sans cesse ce chemin, dans la poursuite de la lutte; après les vacances d'été, nous recommencerons encore plus activement que ce soit au niveau des moyens que des actions.

Nous avons également réussi à réaliser l'ensemble de notre plan et à participer aux actions du mouvement ouvrier de diverses manières. Au travers de ces actions du mouvement de classe, la suppression du droit de grève, l'accroissement des ventes aux enchères, l'abolition des Conventions Collectives et autres droits de la classe ouvrière étaient au coeur des débats. La tactique de "surprise" du gouvernement, sa tentative, en accord avec d'autres forces (avec le soutien de la GSEE (Confédération Générale des Travailleurs) ADEDY (Confédération des Syndicats de la Fonction Publique), d'adopter la loi syndicale en cachette, sans résistance n'est pas passée. La tentative de faire paraître le contenu anti-ouvrier comme "inoffensif" avec la propagande

gouvernementale prévue : "c'est pour le renforcement de la démocratie dans les syndicats, pour faciliter la participation active des travailleurs contre l'aristocratie syndicale, qu'il existe un projet de loi diversifié plus favorable que défavorable, etc. "

Ce qui nous attend lors de la prochaine étape.

Il y a quelques jours, le Parlement a voté les pré-requis pour la Quatrième Évaluation confirmant ainsi ce que nous avons affirmé jusqu'à présent, au sujet des réductions et des nouvelles mesures antipopulaires qui arrivent, et sont bien réelles.

Dès 2018-2019, nous tombons sous le coup de la guillotine de nouvelles coupes apportées par la loi 4387/16, loi mortifère pour la Sécurité Sociale. Nos pensions, déjà pillées, se retrouvent sous le coup de la règle de la "différence personnelle" qui s'applique déjà aux nouveaux retraités depuis mai 2016, et sera étendue en 2019 aux retraités plus âgés. D'autres réductions seront effectuées, au niveau des complémentaires, mais aussi par la modification du barème d'imposition qui ramènera le taux d'exonération de 9 000 à 5 600 euros par an, et débutera l'an prochain, ainsi que par la déduction des allocations familiales. Cela signifie qu'en plus des coupes que nous subissons jusqu'à présent, nous aurons également une nouvelle diminution représentant 3 à 4 mois de pension par an.

Sur la base de la loi qui s'appliquera à moyen terme, récemment approuvée par le Parlement et décidée par l'Eurogroupe pour les années 2019-2022, la réduction de 18,5 milliards d'euros s'établit ainsi : 12,5 milliards d'euros par le biais des réductions des retraites et 6 milliards d'euros par celui des impôts qu'ils volent. D'ici 2019, 3,9 milliards de retraites de base et 232 millions d'euros de prestations sociales. Une nouvelle réduction de l'allocation de solidarité sociale des retraités EKAS (pension de retraite non contributive) de 220 € initialement accordée, actuellement réduite à 35 €, sera ramenée à 12 € en 2019 et complètement supprimée d'ici fin 2019. L'État percevra 1,9 milliard d'euros grâce à la réduction des revenus exonérés d'impôts. Toute augmentation des retraites d'ici fin 2022 sera interdite. L'excédent principal de 3,5 % milliards d'euros s'élèvera progressivement à 5,19 %.

Les ventes aux enchères ont même lieu pour une dette de 500 € envers l'Etat. Ceux qui, dans l'étape précédente, ont cultivé l'illusion que le gouvernement ne mettrait pas en œuvre les mesures, etc... ont délibérément menti pour leurrer. Dans un récent entretien avec le journal allemand "Die Welt", le Premier ministre n'a laissé aucune place aux illusions, avait prêté serment d'allégeance et donné des garanties à l'Union européenne et aux prêteurs assurant que les droits des travailleurs, bafoués ces dernières années, étaient considérés par le gouvernement comme un "passé déjà oublié" mais la base..... pour ce qui suit :

"l'aveu que le référendum de 2015 n'était rien de plus qu'un vote sur le programme de réforme", alors que la question de savoir si le gouvernement avait l'intention d'augmenter les pensions après son "programme" a reçu une réponse négative, déclarant que "la réforme des pensions a été difficile. C'est à cela que nous devons le renforcement fiscal. (...) **Nous ne permettrons pas un retour en arrière à cet égard !** "

En outre, toutes les mesures antipopulaires et contre les pensions décidées récemment au Parlement ont été discutées et décidées au sein du précédent Eurogroupe.

Au cours de cette période, nous avons clôturé notre première série de mobilisations avec de bons résultats. Ce sont les bases sur lesquelles nous pourrions donner plus d'élan à la bataille dès le début de l'automne et poursuivre notre marathon des luttes avec plus de détermination encore. Par notre présence sur tous les fronts, l'action de nos syndicats, nos discussions personnelles, nous agissons pour mettre en évidence notre potentiel pour cette année, empêcher ces mesures par nos luttes et notre participation et profiter du fait que celles-ci seront mises en œuvre d'ici la fin de l'année.

Notre principale exigence : nous revendiquons ce qui nous a été enlevé, que les nouvelles mesures ne soient pas appliquées : les réductions dues à la règle de la différence personnelle, celles des allocations familiales, des pensions contributives et non contributives. Pas de nouvelle charge fiscale.

Recapitalisation de nos caisses de Sécurité Sociale. Ainsi que nos exigences en matière de santé au niveau central et local et celles concernant les ventes aux enchères.

Nous luttons de manière déterminée pour faire prendre conscience aux retraités qu'il n'y a pas d'autre chemin que celui de la lutte pour stopper et inverser les politiques anti-travailleurs menées par le gouvernement l'UE et le Capital. Nous pouvons empêcher la mise en œuvre des mesures en participant massivement à la lutte. Nous pouvons développer cette dynamique et obtenir des résultats positifs.

Dans ce processus, une tâche importante sera de construire un mouvement de retraités fort, massif et combatif aux côtés du mouvement ouvrier et populaire. Cela est d'abord et avant tout garanti par le bon fonctionnement d'un syndicat au premier niveau et son action constante auprès des retraités de sa région. Avec son action quotidienne, constante et permanente auprès des retraités par le biais d'actions diverses.

Avec des réunions régulières et extraordinaires des Comités exécutifs avec la participation de tous les membres.

Le contact du syndicat avec ses adhérents se fera régulièrement et de plusieurs façons par le biais de conférences d'information sur tous les problèmes dans les actions locales, panhelléniques et régionales.

Profiter, par cette action, du fait que d'autres personnes sont également

disponibles pour diverses obligations et activités. Beaucoup de nos syndicats ont développé une série d'activités pour la culture et le divertissement, sans perdre de vue l'objectif de lutte, au contraire, ils l'améliorent et le renforcent à travers ces événements.

L'obligation continue et objective pour réorganiser le mouvement des retraités est la massification du syndicat, ce qui devrait être un objectif et un critère clé de notre travail.

Dernièrement, nous avons obtenu des résultats positifs en doublant le nombre d'électeurs dans un certain nombre de syndicats, mais aussi des syndicats défavorables, avec une diminution. Cela n'a rien à voir avec les difficultés objectives, mais avec le travail de nos syndicats sur la base des devoirs que nous avons en tant que Fédération, nous les suivons et les aidons en général et particulièrement au moment de leurs élections.

Au travers notre cadre général de revendications, notre principal objectif pour cette année est de lutter jusqu'à l'abrogation de la loi 4387/16, c'est à dire de façon claire :

Nous ne réclamons pas des subventions et des dividendes parce que nous ne les avons pas payés, mais des pensions, des soins de santé et des droits sociaux pour vivre dans la dignité.

Les milliards d'euros qui ont été retranchés et soustraits de nos fonds au profit des banques, des groupes d'entreprises pour leur développement souillé de sang, c'est notre argent, notre travail.

Aucune tolérance pour les mesures gouvernementales, nous devons mettre fin aux illusions, à la complaisance, à l'indifférence, à la tromperie.

Nous devons échapper aux solutions faciles que cultivent les forces du système, aux appels devant les tribunaux, etc.

Nos revendications sont en fonction de nos besoins réels et de la richesse que nous, les retraités, avons produite et que tous les gouvernements au service du capital nous ont pris de force pour leurs propres besoins et leur propre profit.

Sur cette base, nous exigeons : le taux plein des pensions contributives et non contributives, de l'allocation de solidarité sociale pour la retraite (ΕΚΑΣ), des dividendes et du versement unique. Il en va de même pour la restauration des 13^{ème} et 14^{ème} mois et tout ce qui nous a été enlevé. Il ne devrait pas y avoir de pension minimale inférieure à 600 €, alors qu'aujourd'hui elle de 360 €.

Les pensions de base et complémentaires, les versements uniques, les dividendes doivent être payés immédiatement et doivent donner aux retraités indépendants la possibilité de recevoir une pension sur la base des cotisations qu'ils ont versées, quel que soit le montant qu'ils doivent à leur sécurité sociale.

Nous exigeons la mise en place d'un système de santé public et de soins de santé gratuits pour tous, sans limitations et conditions, en renforçant immédiatement l'infrastructure publique tant en ressources humaines que d'autre nature afin d'interdire l'action du secteur privé dans l'industrie de la

santé.

Arrêter les ventes aux enchères.

Éliminer toutes les lois qui vont à l'encontre de la Sécurité Sociale, contre le peuple, et pour la taxation de plus de revenus.

Recapitaliser immédiatement nos caisses de Sécurité Sociale.

Pas de maisons entre les mains des banquiers. Aujourd'hui, en vertu de la nouvelle loi, l'État peut saisir pour une simple dette de 500 €.

Ils ne cesseront pas d'agir contre nous tant que nous garderons la tête basse et en nous répétant intérieurement que rien ne peut être fait.

Par cette action, nous avons souligné que nos problèmes sont dus aux agissements des impérialistes, au risque de guerre dans notre région et aux responsabilités du gouvernement.

La soif de profits plus importants des groupes multinationaux intensifie les discussions sur les nouveaux marchés, engendre hostilités et oppositions, conflits et guerres.

Pour nous, tout cela a pour conséquences des tensions dans notre région. Les guerres en cours, les problèmes de tensions nucléaires dans la péninsule coréenne, entre autres, sont le résultat d'un conflit entre les intérêts des États-Unis, de la Chine, de la Russie, de l'Union européenne, de l'Allemagne, pour se partager les marchés et acquérir de nouvelles sources de richesses. Dans ce jeu mortel, des puissances régionales veulent se positionner pour les intérêts de leurs propres groupes d'entreprises. Dans notre propre pays, un nouvel accord a été signé concernant la base militaire de Souda en Crète, jouant avec le feu, ce qui constitue une menace immédiate pour la paix. La planification et l'approvisionnement pour le bombardement de la Syrie ont été effectués à partir de cette base.

Cette base militaire gère également la fameuse question de l'ARYM (**ex-République socialiste de Macédoine**, une des parties constitutives de la République socialiste fédérale de Yougoslavie), fondée sur les positions des États-Unis et de l'OTAN, incitant au nationalisme et à l'identité des deux pays, en dissimulant soigneusement le fait que les peuples de la région souffrent des aspirations des impérialistes, qui n'hésitent pas à mettre en commun les marchés pour diviser les États, les peuples et modifier la frontière par des guerres sanglantes. Sur cette base, le nouvel accord a également été dicté par les impérialistes.

Nous sommes confrontés à la fois à l'action des forces nationalistes qui aiment parler de patriotisme et organiser des manifestations, mais aussi à la bourgeoisie internationale qui est censée s'opposer à eux avec la seule demande à savoir la manière dont le pays voisin doit être nommé, cachant les ambitions des impérialistes dont le but est d'intégrer le pays voisin afin de renforcer l'alliance criminelle sanglante de l'OTAN. Le patriotisme, c'est lutter contre tout cela, avec la classe ouvrière et le peuple contre les impérialistes.

locaux et étrangers dans tous les pays, contre la bourgeoisie et les gouvernements qui les servent.

B. En ce qui concerne l'évaluation tirée de l'action personnelle de chacun d'entre nous dans l'UIS de la FSM, voici mon opinion :

Dans notre présentation lors de notre deuxième Congrès, référence doit être faite à notre activité personnelle à travers les tâches découlant des responsabilités qui ont été confiées à chacun d'entre nous. Essentiellement, l'action personnelle se concentre sur les personnes clés de notre organisation. Cette évaluation doit tenir compte des difficultés et des faiblesses objectives et subjectives afin de parvenir à des conclusions sur les domaines dans lesquels nous devons assumer la charge de notre travail pour la période suivante. Sur cette base, examinons brièvement les problèmes suivants.

Positifs.

Le fait important de créer notre UIS lors du Congrès de Barcelone. Pour la première fois dans le monde, le mouvement de classe des retraités a son organisation mondiale.

Pendant toutes ces années, une bonne coopération s'est établie au sein de la direction collective élue par les délégués présents au Congrès, et celle-ci a travaillé dans le cadre des décisions du Congrès de la FSM.

La coopération entre ses principaux membres a été constante et harmonieuse. Nous avons échangé nos points de vue sur toutes les questions importantes.

Plusieurs visites et réunions ont eu lieu dans plusieurs pays, auxquelles ont assisté principalement le Secrétaire Général et pour certaines le Président. Les réunions ont eu lieu au niveau régional et continental, en Afrique, en Amérique, en Europe et en Asie. Notre organisation a participé au XVII^{ème} Congrès de la FSM.

Nos efforts ont été constants pour le développement de notre organisation. Cependant, nous devons dire que les coordinateurs responsables n'ont pas assumé leurs fonctions sur la base de nos capacités.

Le Secrétaire général a fait des interventions positives auprès de l'OIT.

Dans nos initiatives importantes, nous soulignons nos actions pour le 1^{er} octobre, journée du Troisième Âge, que nous avons vraiment transformé en une journée dédiée aux retraités du monde entier. Cela a contribué à développer le mouvement des retraités dans plusieurs pays, ainsi que le mouvement ouvrier. Un certain nombre d'actions sont entreprises dans le monde entier par des retraités, et beaucoup de matériel à cette fin, annonces, affiches viendront de notre UIS.

Nous nous sommes efforcés d'enrichir nos revendications afin de refléter les

demandes générales des retraités du monde entier.

Des efforts ont été faits pour améliorer nos finances, et nous avons encore des problèmes importants.

Difficultés objectives

Les difficultés objectives comprennent : les différences linguistiques, les longues distances.

Faiblesses subjectives.

Nous n'avons pas été en mesure d'avoir plus de coopération collective entre nos membres élus.

Notre secrétariat technique n'a pas fonctionné et nous ne disposons pas des données nécessaires à notre travail.

Nous avons un problème de réponse de plusieurs de nos membres pour assumer leurs devoirs et de dispositif technique nécessaire pour aider notre coordination, ainsi que plusieurs faiblesses dans le fonctionnement des coordinateurs des Continents.

Entre-temps, et nous devons l'inscrire dans le négatif, nous n'avons pas réussi à tenir une réunion avec tous nos membres élus.

Il y a un sérieux problème avec les finances de nos organisations, sans finances nous sommes incapables d'agir.

Enfin, au début du mois d'octobre, j'aurai rédigé ma proposition pour notre deuxième congrès, traduite dans les langues de la conférence (espagnol-anglais-français).

Salutations fraternelles.

Dimos Kompouris
Athènes 10.7.18